



الإتحاد العام لمقاولات المغرب
+oEo +oCo+oKt | +CoO+eXi | KCoOeO
Confédération Générale des Entreprises du Maroc

PACTE MONDIAL

Des Nations Unies

Communication sur le progrès

Janvier 2016 à Janvier 2018



Une organisation engagée pour l'environnement et le climat

Pour marquer son engagement dans la lutte contre le changement climatique, la CGEM a pris toutes les dispositions nécessaires pour asseoir son positionnement. Ainsi, la confédération a :

- Obtenu le statut d'organisation observatrice auprès de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) au sein de la catégorie BINGO (Business and Industry Non Governmental Organization) ;
- Elaboré un programme ambitieux, basé sur une série d'évènements avant et pendant la COP 22 (plus de 20 évènements nationaux et internationaux) pour préparer l'entreprise à une prise de conscience de l'importance des enjeux climatiques et des opportunités qu'ils représentent. Programme qui lui a valu le titre de partenaire officiel de la CO P22 ;
- Développé ou s'est inscrite au sein d'initiatives marocaines telles que les coalitions en charge respectivement de l'eau et des déchets : la COALMA et la COVAD.
- Eté au cœur des derniers rendez-vous marquants de la Conférence des Nations Unies sur le climat, la COP 21(Paris), la COP 22 (Marrakech) et la COP 23 (Bonn par les Iles Fidji). A chacune de ces étapes stratégiques, la CGEM a apporté ses contributions de par ses idées et sa force de proposition.

C'est le cas du lancement du Réseau patronal mondial sur le climat lors de la COP22, le « Marrakech Business Action 4 Climate » (MBA4 Climate). Ce network, dont la CGEM a assuré la présidence jusqu'à la COP23, en remettant ensuite le flambeau au patronat des Iles Fidji, réunissant à date une cinquantaine de patronats du monde.

C'est également le cas à travers les signatures, en 2016 lors du « High Level Business Summit » (2ème sommet des patronats), de la « Déclaration de Marrakech » et en 2017, de la « Déclaration des patronats de Fidji » adoptée lors du 3ème sommet des patronats.



Initiative Entreprises Climat Maroc « IECM »

Lancé en octobre 2016 et afin de mieux structurer l'action du secteur privé marocain dans sa lutte contre le changement climatique, la CGEM a mis en place IECM. Il s'agit, en l'occurrence, d'une feuille de route pragmatique qui retrace les enjeux en faveur de l'entreprise marocaine engagée dans la lutte contre le changement climatique. L'IECM se décline en quatre axes stratégiques qui se déclinent en différentes actions déployées au quotidien :

- La sensibilisation sur le risque/opportunité climat, avec l'organisation en 2017 d'une série de rencontres régionales sur tout le territoire national.
- La formation du capital humain des entreprises à la démarche climatique, dont la 1ère session de formation de 3 modules a rassemblé une trentaine de cadres et responsables d'entreprises
- L'accompagnement des entreprises pour réussir l'intégration des risques et opportunités climatiques ;
- Le développement d'un cadre propice à l'émergence de la nouvelle économie verte.



Publication du Guide « Entreprises Climat Maroc »

Publié en Juillet 2017, ce guide a pour but d'accompagner les entreprises, de façon simple et accessible, à une prise en considération effective des risques et opportunités en relation avec le Changement Climatique dans leurs plans et schémas de développement. Il leur permet de cerner :

- leurs émissions en GES ainsi que les actions à mener permettant de les réduire ;
- leurs vulnérabilités directes et indirectes face au CC ainsi que les mesures à prendre permettant d'adapter l'entreprise et ses différentes composantes à ce nouveau contexte.

Ce guide est accessible sur le site web de la CGEM, <http://rse.cgem.ma/upload/1127142291.pdf>



Actualisation de la charte RSE

Fin janvier 2017, le Conseil d'administration de la Confédération a adopté la version actualisée de la charte RSE de la CGEM et le nouveau logo du Label RSE.

La révision de cette charte RSE, s'inscrit dans le cadre évolutif de la RSE qui a connu des avancées notoires à l'échelle internationale. C'est pourquoi, l'actualisation de cette Charte a renforcé l'accent sur des défis mondiaux en mettant l'accent sur la contribution des entreprises pour y faire face comme la question du changement climatique, le respect des droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement et la question des migrants.



Version en français <http://rse.cgem.ma/upload/CHARTER-RSE-FR.pdf>

Version en anglais <http://rse.cgem.ma/upload/CHARTER-RSE-ANG.pdf>

Version en arabe <http://rse.cgem.ma/upload/CHARTER-RSE-AR.pdf>

Version en espagnol <http://rse.cgem.ma/upload/CHARTER-RSE-ESP.pdf>

Label CGEM pour la RSE

Le Label RSE est une distinction de la Confédération pour soutenir, mobiliser, encourager et reconnaître l'engagement des entreprises en matière de RSE et du développement durable. Il vise dans une démarche de progrès continu à renforcer la performance globale des entreprises sur les domaines d'action de la RSE et DD. Le référentiel d'octroi du label est la charte RSE. Ce sont aujourd'hui 90 entreprises bénéficiaires de ce Label.



Lancement du site RSE de la CGEM

Lancé en juin 2016, le développement de ce site, <http://rse.cgem.ma/>, constitue une étape supplémentaire visant une meilleure compréhension de la RSE et facilitant son appropriation par les entreprises.

Ce site didactique renseigne sur les instruments et les référentiels internationaux en matière de RSE destinés aux entreprises et met à leur disposition une bibliothèque fournie d'études et de documents sur différentes thématiques en la matière. Il permet également l'accessibilité aux entreprises à des outils d'implémentation d'une démarche RSE tels que les bonnes pratiques d'entreprises engagées et un test d'auto-évaluation RSE.

Ce site avec une rubrique entièrement dédié au Label RSE informe les entreprises sur ses règles et modalités d'attribution ainsi que la procédure à suivre. Ce site réserve également une rubrique au Pacte Mondial des Nations Unies et les ODD.

Formation sur la RSE

Organisées au niveau de trois régions du Maroc durant le 4ème trimestre 2016, ces formations gratuites au profit d'une soixantaine de dirigeants et responsables des entreprises ont été soutenues par le Ministère des affaires étrangères danois et la Confédération des Industries Danoise « DI ».

Ces formations ont eu pour objet la structuration et l'appropriation de la démarche RSE par les entreprises, avec un module consacré au Pacte Mondial et les ODD. Ces formations permettent aux entreprises bénéficiaires d'avoir un point focal « RSE » et de les outiller pour l'épanouissement de leur culture RSE.

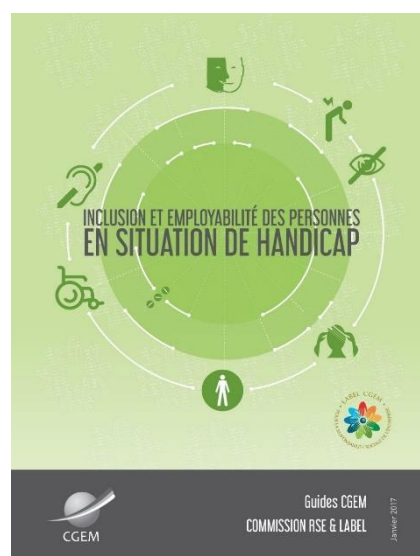


Respect des Droits de l'Homme :

Inclusion professionnelle des Personnes en Situation de Handicap (PSH) :

Constatant les difficultés rencontrées par les entreprises pour l'insertion des PSH, la commission RSE & Label a mis en place un groupe de travail « Handicap » constituant un espace de réflexion, de consolidation des échanges et d'intermédiation entre les entreprises et les associations qui œuvrent dans ce sens. Ce groupe de travail a permis à une vingtaine d'entreprises de bénéficier d'une formation spécifique et un accompagnement individuel gratuit pour la mise en place d'une politique Handicap.

Dans le cadre des travaux de ce groupe de travail, un guide « Inclusion et employabilité des personnes en situation de handicap » a été publié. Il a pour objet d'outiller les entreprises et les accompagner pour la mise en place d'une politique stratégique « Handicap » en appui à des processus managériaux et opérationnels avec des témoignages d'entreprises engagées sur le sujet et leurs bonnes pratiques en la matière.



Amélioration de l'égalité professionnelle H/F en milieu de travail « Projet Wad3éyati » :

Ce projet porté par le groupe de travail « Genre » apporte une expertise et une assistance technique gratuite aux entreprises volontaires pour la réalisation d'un diagnostic H/F et leur offre un accompagnement dans la mise en œuvre d'un plan d'actions personnalisé et adapté à leur situation pour renforcer leur compétence en matière de genre.

Le développement de la plateforme web avec l'outil d'auto-évaluation, les bonnes pratiques et la bibliothèque, constituant l'étape finale du projet est en cours d'élaboration permettant de pérenniser les acquis du projet et de les mettre à disposition d'entreprises et des parties prenantes soucieuses d'avancer sur la question.

Promotion de l'emploi des jeunes et des personnes en risque d'exclusion sociale, Programme « Incorpora »

Ce programme à travers un réseau de 10 associations locales, œuvrant pour des collectifs en situation de vulnérabilité et disposant chacune d'un Service d'Insertion Professionnelle (SIP), a pour but de mobiliser, encourager et engager les entreprises sur des actions d'intérêt général visant l'égalité des chances et la lutte contre la pauvreté et la marginalisation.

En 2016, ce sont 115 entreprises qui ont procédé à l'insertion de bénéficiaires du programme avec un total de 394 insertions réparti en 290 jeunes, 24 ex-privé(e)s de liberté, 18 victimes de violence de genre, 43 ex-usager(e)s de drogues, 16 personnes en situation de handicap et 3 migrant(e)s. La répartition des insertions des femmes représente 44%.

Lutte contre la corruption :

La CGEM est partie prenante de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption adoptée par le Maroc. La CGEM a participé à toutes les phases de réflexion, d'orientation et actuellement dans sa phase de mise en œuvre.

Dans ce sens la Confédération organise des rencontres avec des parties prenantes actives sur la pour sensibiliser les entreprises et les chefs d'entreprises sur les méfaits de la corruption, les avantages de la mise en place d'une politique d'intégrité et l'accompagnement des salariés à travers la formation sur le sujet.

Par ailleurs et dans le cadre de la stratégie RSE des entreprises labellisées, et bien d'autres entreprises sensibles à la question, ont développé et mis en place des systèmes d'alerte en interne et nommé des responsables Intégrité et/ou déontologue pour une gestion des pratiques de leurs entreprises.